

LES
MÉDECINS ET LA LOI

PAR

PEERS DAVIDSON, M. A.

DU BARREAU DE MONTRÉAL

Extrait de L'UNION MEDICALE DU CANADA (livraison d'août 1897)

MONTRÉAL
EUSÈBE SENÉCAL & CIE, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
20 RUE SAINT-VINCENT
1897

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
Ontario Council of University Libraries

LES

MÉDECINS ET LA LOI ⁽¹⁾

Il n'entre pas dans le but de ce travail de discuter les origines respectives de la médecine et de la loi, ni de comparer entre elles les deux professions, comme l'indique le titre ci-dessus. La loi, qui prend son origine dans les relations existant entre les membres de la famille primitive ou de la communauté de village, protège l'individu et le guide en définissant ses droits et ses devoirs. Par conséquent, elle protège jusqu'à un certain point la personne. D'un autre côté, la médecine, et j'emploie le terme dans son sens le plus large, se rattache plus intimement à la personne parce que, en sauvant et protégeant la vie humaine, elle permet à l'individu de continuer à jouir des droits que la loi lui conserve. Toutes les deux cherchent à préserver la société, mais d'une manière bien différente. Il ne s'en suit pas qu'elles soient toutes deux sur un pied d'égalité. Les sociétés ont pu vivre sans médecine. Sous une forme ou sous une autre, la loi est indispensable à leur existence. Voilà pourquoi la loi est supérieure à la médecine, quoique celle-ci, par sa nature, puisse être plus noble. Il s'en suit que la profession médicale, bien que gouvernée par ses propres règlements et son code d'éthique, n'affecte pas et ne peut pas affecter la société dans son ensemble. Mais, malgré ces règlements, les médecins sont gouvernés par la loi d'une manière aussi absolue que les autres membres de la société. Cependant, leurs relations intimes avec la "personne" de l'individu soulèvent des questions légales difficiles et d'un intérêt particulier.

La profession médicale s'est rendue tellement indispensable à la société et à sa mise à l'abri des maladies, son savoir est devenu d'une telle valeur dans la déconverte du crime, que l'on peut souvent considérer ses membres comme des officiers publics. Le conflit entre le devoir public et le devoir privé leur devient souvent une cause d'embarras. Je n'ai pas l'intention, dans ce travail, de discuter ce qu'on peut appeler la médecine légale, ou la jurisprudence médicale. Ce sujet regarde le médecin plutôt que l'avocat. C'est la médecine appliquée à la loi. Je me propose de considérer la loi appliquée aux médecins, de discuter la position du médecin vis-à-vis la loi, ses droits personnels et ses responsabilités durant l'accomplissement de quelques-uns de ses nombreux devoirs professionnels. Il occupe une place distincte dans la société. Celle-ci lui impose, en vertu de la loi statutaire ou commune, certaines obligations autres que celles imposées à ses membres ordinaires.

Le sujet est vaste et difficile à condenser dans la limite ordinaire des travaux présentés à cette société; je passerai brièvement en revue les principaux sujets suivants : le médecin comme témoin, son devoir vis-à-vis les Actes des Statuts, sa responsabilité civile et sa responsabilité criminelle. J'ai, pour plus de facilité, fait de ces sujets quatre chapitres différents.

(1) Lu devant la Société Médico-chirurgicale de Montréal et publié dans le *Montreal Medical Journal*.

CHAPITRE I.

LE MÉDECIN COMME TÉMOIN.

(A) *Le subpœna.*

Toute personne est obligée de comparaître devant les cours civiles chaque fois qu'une assignation (subpœna) lui est remise au moins un jour entier avant celui fixé pour son audition, ce délai devant être prolongé d'un jour pour chaque quinze milles lorsque la distance dépasse quinze milles. (C. P. 244). Si le médecin n'obéit pas au subpœna, il devient passible d'une amende n'excédant pas \$40.00. En outre, la partie qui l'a fait assigner peut obtenir des dommages pour défaut et l'emprisonnement pour mépris de cour, s'il y a lieu. (C. P. 249). Cependant, si le médecin doit déboursier quelque chose pour se rendre à l'endroit où l'audition doit avoir lieu, il n'est aucunement obligé d'obéir au subpœna à moins qu'un montant raisonnable lui soit offert au moment de la remise.

(B) *Le médecin comme témoin sur les matières d'opinion.*

Il ne peut être assigné que "pour déclarer ce qu'il sait ou produire quelque document en sa possession, ou faire les deux." (C. P. 245). Il apparaîtrait en conséquence, d'après la loi, qu'il ne peut être forcé de donner son témoignage sur une matière d'opinion. Le public n'a aucun droit de demander les services d'un homme comme expert à moins que celui-ci n'y consente. On a cependant le droit de demander son témoignage sur des faits qui sont venus à sa connaissance, peu importe par quels moyens. Ce n'est pas à lui de juger s'il peut ou non donner un témoignage sur des faits de la cause. Il arrive fréquemment qu'au milieu des complications de faits et de noms qui remplissent la vie journalière d'un homme occupé il oublie complètement les faits jusqu'à ce qu'on les lui rappelle dans la boîte aux témoins. S'il désire, par conséquent, éviter la passibilité d'une amende, il doit obéir à son subpœna, et, après s'être assuré en pleine cour que l'on désire seulement son opinion, il peut refuser de la donner à moins que l'on accepte ses conditions.

Une fois placé dans la boîte comme témoin expert, son obligation envers le public cesse, et il tombe dans la position de tout homme de profession consulté sur un sujet sur lequel on veut obtenir son opinion. Il est évident que l'habileté et l'expérience professionnelles d'un homme demeurent jusque là sa propriété personnelle, et qu'on ne peut le forcer à les distribuer gratuitement pour personne. Ni le public, ni un individu quelconque a le droit de lui arracher des services professionnels sans une compensation suffisante. Il peut dans la boîte aux témoins, tout comme à son bureau, donner ou refuser à volonté son opinion, parce qu'on ne peut pas forcer un témoin expert à donner son opinion, ni l'accuser de mépris de cour s'il refuse de le faire. Quiconque lui demande une opinion dès l'abord doit le rémunérer, puisqu'il l'a jusque-là employé personnellement, et l'expert dès le commencement peut décliner de donner son opinion jusqu'à ce que la personne qui l'emploie ou le paie, ou s'engage à le payer. Mais lorsqu'il a donné son opinion, il l'a placée parmi les *res gestæ* de l'évidence, et ne peut pas refuser de la répéter ou de l'expliquer en contre-examen. Une fois confiée à l'oreille publique de la cour, elle passe parmi les faits de la preuve, et l'avocat peut s'en servir comme il l'entend, sans donner plus de compensation au médecin. Si celui-ci refuse de donner gratuitement son opinion, il doit soulever son objection dès le début de l'interrogatoire, car ce serait peine perdue s'il attend au contre-examen pour le faire. Il est appelé pour être consulté en pleine cour par quelqu'un, et de cette personne seulement il a le droit d'exiger une compensation en retour de ses services (Ordronaux Med. Jurisp., p. 114, 115).

On ne permet pas au médecin témoin de donner lecture de ses auteurs dans la boîte. Mais il peut recourir à eux pour rafraîchir sa mémoire. (Roseve's Cr. Ev. p. 137. Taylor Evid. vol. 2, p. 946. Ordonaux Med. Jurisp., p. 122). Dans le contre-interrogatoire, cependant, l'avocat peut lire des citations d'auteurs connus et demander au témoin s'il les approuve ou diffère d'opinion avec eux.

Il n'entre pas dans le sujet de ce travail de discuter la conduite du médecin dans la boîte aux témoins. Ce sujet doit être plutôt discuté par un médecin qu'un avocat. Mais il est peut être de mon devoir de signaler en passant la perte de prestige qui atteint tous les jours le témoignage de l'expert. Je ne dis pas que ceci n'existe que dans la profession médicale. La cause en est dans la facilité apparente avec laquelle on peut obtenir des témoignages d'expertise contradictoires, surtout les témoignages médicaux. Les médecins répondront qu'ils sont mal dirigés par les avocats. L'argument a sans aucun doute quelque valeur. L'avocat prendra naturellement avantage de tout ce qui, pour le moment, peut tourner à son avantage. La tendance à différer d'opinion est aussi prononcée parmi les médecins que parmi les gens du barreau. Je ne crois pas que l'on doive entièrement blâmer les inexactitudes de la science. La distinction populaire demeure malgré tout entre "le menteur, le s... menteur et l'expert." et plus vite on en fera disparaître la cause, mieux ce sera. Il me semble que la meilleure solution de la difficulté serait une loi exigeant qu'un comité d'experts soit nommé par la cour dans chaque instance, comité qui serait à l'abri et au-dessus de toute influence exercée par un côté ou l'autre. (Ordonaux, Med. Jurisp., p. 114, 115).

(C) *Le médecin comme témoin sur les matières de faits.*

S'il est témoin de faits, il ne peut se réclamer d'aucun privilège, mais est obligé de répondre à toutes les questions qu'on lui pose, peu importe qu'il ait obtenu le renseignement professionnellement, sous le sceau du secret, ou autrement. (C. P., 275, Browne vs Carter, C. S., Berthelot, J., 1865, 9 L. C. J. 163). On ne lui accorde pas, sous ce rapport, la même faveur qu'au clergé, qu'aux notaires et qu'aux avocats. S'il doute de l'opportunité ou de la convenance de la question, ou s'il hésite sur la manière dont il doit y répondre, il peut en appeler au Juge président, dont il doit accepter la décision sans conteste. (Taylor, Med. Jurisp., p. 29). S'il agit de bonne foi et sans malice, il n'a pas à craindre les conséquences de son témoignage, si préjudiciable qu'il puisse être à la réputation de la partie intéressée. La justice demande qu'il dise tout ce qu'il sait sur tous les points en cause, absolument sans aucune réserve. La justice le protège des conséquences qui en découlent et déclare son témoignage une communication privilégiée. (C. R. Labbé vs Pidgeon, 1 R. de J. 135; R. J. Q. 7 S. C. 22). Il n'appartient pas au médecin de s'occuper de la régularité des procédures, comme par exemple l'enquête du coroner. (Id).

(D) *Honoraires pour témoignage dans les causes civiles.*

J'ai le regret de dire que parfois les médecins sont obligés de rester en cour pendant plusieurs heures consécutives avant que l'on entende leur témoignage, et le léger émolument qu'on leur accorde en retour est bien loin de compenser la perte de leur temps. Il est rare, cependant, que les médecins ne puissent pas avoir une entente avec l'avocat qui les a assignés, afin de donner leur témoignage à une heure fixe. La cote professionnelle est de quatre dollars par jour. Sur ce point, les avocats, médecins et ingénieurs sont au même niveau. Je n'ignore pas que les médecins se plaignent de ne pas pouvoir s'assurer du montant qui leur revient, ou, s'ils s'en sont assurés, de ne pas pouvoir se faire payer. Je puis dire que c'est la coutume, lorsqu'un témoin s'est rendu en cour le matin, même

pour quelques minutes, puis s'en est allé après s'être assuré qu'on n'avait pas besoin de lui, de lui allouer une demie journée. S'il revient dans l'après-midi avec le même résultat, c'est la coutume de lui allouer la journée entière. Son subpoena lui ordonne d'être présent tous les jours jusqu'à ce qu'il soit entendu.

Lorsqu'il quitte en dernier lieu la boîte aux témoins, la meilleure chose à faire pour le médecin est de demander immédiatement au greffier de fixer son allocation. Celui-ci lui demande combien de jours et de demi-jours il a été présent, et il lui est permis de les compter d'après le principe émis plus haut. Le greffier peut assermenter le témoin à ce sujet si l'une ou l'autre partie le demande. Le jugement, lorsqu'il sera rendu, condamnera l'une ou l'autre partie à payer les frais. L'arrêté de compte d'un témoin est un jugement contre la partie qui l'assigne et peut être exécuté comme tel sans l'intervention des avocats. (C. P. 281). La demande doit être adressée à l'avocat qui a assigné le témoin. Lorsque cette demande reste infructueuse, le témoin peut s'adresser immédiatement au greffier afin qu'il y donne suite.

(E) *Honoraires dans les causes criminelles.*

Voici quel est, par suite d'un ordre en conseil spécial, le tarif des témoins experts dans les causes criminelles.

Résidents des villes de Montréal et de Québec, pour chaque jour entier de présence à la cour	\$10.00
Résidents des villes de Montréal et Québec, pour toute partie d'un jour	5.00
Résidents de toute autre ville, pour chaque jour entier de présence à la cour	8.00
Résidents de toute autre ville, pour toute partie d'un jour	4.00
Résidents de toute autre partie de la Province, pour chaque jour entier de présence à la cour	5.00
Résidents de toute autre partie de la Province, pour toute partie d'un jour	2.50
Pour le millage, quand la distance à parcourir dépasse deux milles, dix centins par mille dans les deux sens.	

Pour chaque jour, ne dépassant pas trois jours, employé en entier ou en partie à étudier tout sujet, question ou matière ordonné par le juge, le procureur général ou son représentant et sur lequel il faudra ensuite donner une opinion professionnelle en cour..... 5.00

Ce tarif s'applique à toutes les causes criminelles.

Lorsque le médecin est appelé par la défense, il doit courir ses chances de se faire rémunérer par le défendeur, et elles sont généralement très minces. Cependant, règle générale, il est appelé par la défense sur une question d'opinion, et il peut se protéger lui-même en refusant de répondre jusqu'à ce que ses honoraires lui aient été payés.

(F) *Preuve de compte pour services rendus.*

Le médecin est quelquefois obligé de poursuivre en recouvrement d'honoraires. Il doit prendre cette action moins de cinq ans après le paiement du dernier acompte. Une exception particulière est faite en faveur du médecin ou chirurgien pour lui permettre, sous son propre serment, de faire la preuve en ce qui concerne "la nature et la durée de ses services." Sous l'effet de cette loi, et jusqu'à cette année, la jurisprudence s'est montrée quelque peu contradictoire sur la question de savoir si le médecin peut aussi prouver le fait que les services ont été rendus. L'usage suivi ces dernières années lui permettait de le faire. Cependant, un statut passé à la dernière session de la législature (60 Vict. chap. 54), permettant à chaque partie de faire la preuve de son côté dans chaque cas, résout la question et fait en même temps tomber en désuétude l'exception particulière accordée à la profession médicale.

CHAPITRE II.

DEVOIR DES MÉDECINS EN CE QUI CONCERNE LES ACTES DES STATUTS.

On peut soulever des doutes concernant le devoir des médecins vis-à-vis les actes de naissance et les actes d'inhumation.

(A) *Actes de naissance.*

La loi en France charge certaines personnes, telles que le père, la mère, le médecin, l'accoucheuse, ou toute autre personne présente à l'accouchement, de déclarer la naissance aux autorités.

Il n'y a dans la province de Québec aucune obligation de ce genre pour aucune personne sauf le père et la mère.

(B) *Actes d'inhumation.*

C'est tout autre chose pour ce qui concerne les actes d'inhumation. La loi provinciale concernant la compilation des statistiques vitales (56 Vict., chap. 29, sec. 3059e) ordonne que tout médecin, appelé à rendre des services professionnels pendant la dernière maladie de toute personne décédée doit certifier, sous sa signature, de la mort et de la cause de la mort de cette personne, donnant le nom, le surnom, l'âge, le sexe, la profession ou l'emploi, la date de la mort, la durée de la maladie et la cause de la mort. Ce certificat sera requis par les préposés aux registres d'inhumation, par exemple, les autorités des cimetières, avant de procéder à l'inhumation ou d'en accorder le permis.

Les médecins devront prendre soin, d'après cet article, de ne donner de semblables certificats que lorsqu'ils ont été appelés à donner leurs soins professionnels pendant la *dernière maladie* de la personne décédée. Autrement, ils pourraient ne certifier des faits que sur un on-dit, et se causer ainsi par la suite du trouble et des ennuis. Par l'amendement à la charte de la cité de Montréal (59 Vict., chap. 50, sec. 17b), cependant, il est dit que : " Dans tous les cas de décès survenus dans la ville, un certificat doit être déposé au bureau de santé, et ce certificat doit être dressé de la manière prescrite par le Bureau de Santé et le Conseil." Il semblerait d'après cela que le médecin a deux certificats de décès à donner dans chaque cas. Les médecins de Montréal, cependant, par un ordre en Conseil du 29 septembre 1896, sont relevés de l'obligation de donner un certificat au Conseil Provincial d'Hygiène, tel que requis par 56 Victoria, mais ils doivent se conformer aux règlements de la ville, qui sont pratiquement les mêmes.

A ce sujet, l'article 69 du code civil est intéressant : " Lorsqu'il existe quelque signe ou indice que la mort a été causée par violence, ou lorsqu'il existe d'autres circonstances qui le font supposer, ou lorsque la mort survient dans toute prison, asile ou lieu d'internement forcé, on ne peut procéder à l'inhumation tant qu'elle n'a pas été autorisée par le coroner ou tout autre officier dont le devoir dans ces cas est d'inspecter le cadavre."

Quel est alors, civilement parlant, le devoir du médecin, lorsqu'il se trouve en face d'un signe quelconque indiquant une mort par violence ou lorsqu'il y a d'autres circonstances faisant supposer une telle mort.

En premier lieu, qu'est-ce qu'une mort violente ?

Worcester la définit ainsi : " celle produite par force ou par violence, non naturellement." Taylor in Medical Jurisprudence (vol. 1, page 166) énumère les différentes causes de mort violente comme étant " l'empoisonnement, les plaies et blessures corporelles, telles que les brûlures, ainsi que ces formes de mort qui commencent par les poumons et qui comprennent la submersion, la pendaison, la strangulation et la suffocation." En discutant ces différentes

formes, il y ajoute *l'opération médicale*. (Voyez aussi Lacassagne, *Médecine Judiciaire*, page 102). D'où il résulte qu'aux yeux de la loi toutes les morts résultant soit d'actes accidentels, soit d'actes criminels, et même d'opérations chirurgicales, sont des morts violentes, et la personne ne peut être enterrée sans que l'inhumation soit permise par le coroner.

Qu'il soit bien entendu qu'il n'existe aucune loi plaçant les médecins dans l'obligation d'avertir le coroner en cas de mort violente. Il est évident, par conséquent, que le défaut de l'avertir n'entraîne pas une responsabilité civile.

Le médecin peut donner son certificat, qu'il doit s'efforcer de rendre absolument exact, et rejeter le soin d'avertir le coroner sur les autorités auxquelles il est défendu, par la loi, d'autoriser l'inhumation. Cependant, pour obtenir cette inhumation, dans la pratique, les médecins trouveront généralement qu'il vaut mieux, et pour eux-mêmes et pour les parents du patient, d'avertir immédiatement le coroner. Si la mort violente peut se rattacher dans une certaine mesure au traitement médical, il y va de l'intérêt du médecin lui-même d'exposer clairement la situation devant le coroner, afin d'éviter ainsi par après tout malentendu possible.

CHAPITRE III.

RESPONSABILITÉ CIVILE.

C'est sous cette appellation générale que surgissent la plupart des questions relatives aux rapports entre les médecins et le public, durant la pratique journalière. D'une manière pratique et générale, le mot "responsabilité" signifie, d'après la loi française, "l'obligation de réparer un dommage." (Villargues, *Dict. de Dr. Civ.*).

(A) *Responsabilité du médecin lorsqu'il dévoile le secret professionnel.*

La plupart des questions qui surviennent sous ce titre ont rapport à l'observation ou au dévoilement du secret professionnel. Il entre dans ces questions des considérations d'intérêt privé, d'étiquette professionnelle, d'ordre public et d'intérêt social. Les intérêts en jeu sont si divers et si contraires, les circonstances faisant surgir ces différentes questions sont si variées, qu'il devient extrêmement difficile de poser un principe général pour tous les cas. Je me propose néanmoins de discuter ces questions une par une, m'efforçant d'en résoudre un aussi grand nombre que possible.

En France, la question est jusqu'à un certain point simplifiée par l'existence dans le Code pénal d'un article dont voici la traduction libre. (Art. 378 C. pénal) : "Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, aussi bien que les accoucheuses, pharmaciens et autres personnes, ayant reçu, soit par état ou profession, des secrets que des personnes leur ont confiés, et qui, sauf dans les cas où la loi les oblige d'en informer, auront révélé ces secrets, seront punis par un emprisonnement de un mois à six mois, et par une amende de 100 francs à 500 francs." Vous remarquerez l'exception "sauf dans les cas où la loi les oblige d'informer."

Cet article du Code pénal n'est qu'une confirmation législative de la vieille loi et jurisprudence française sur ce sujet. (Merlin *Rep. vo. Médecine*; *id. vo. Chirurgie*; *id. vo. Apothicaire*; Dareau, *Traité des Injures*, t. I., p. 87).

Le dévoilement du secret professionnel est regardé par les Français comme une offense pénale qui, d'après leurs idées, occupe une position intermédiaire entre une offense civile et une offense criminelle. Ce principe établi par le Code pénal, la loi civile l'applique dans les causes civiles. Quand un médecin, en l'enfreignant, cause des dommages, on le considère en faute.

Dans l'Etat de New-York (*Rev. Stat.*, 5e Edit, vol. 3, p. 690), il n'est permis à aucune personne dûment autorisée à pratiquer la médecine ou la chi-

rurgie de révéler aucun renseignement qu'elle a pu acquérir en soignant un patient, d'une manière professionnelle, lequel renseignement était nécessaire pour lui permettre de prescrire pour ce patient comme médecin, ou d'agir auprès de lui comme chirurgien. D'après cette loi, le médecin ne doit pas révéler le secret professionnel même dans la boîte aux témoins ou dans une cause criminelle, à moins qu'il n'existe dans d'autre statut des exceptions qu'il m'a été impossible de trouver. Il y a une loi semblable dans d'autres états de l'Union.

Il n'existe aucune loi semblable soit en Angleterre, soit dans la province de Québec.

Les questions concernant le secret professionnel doivent se résoudre suivant le droit commun dans un cas et suivant les principes de notre code et de la vieille loi française dans l'autre.

Il est intéressant de noter que les sections des Statuts Refondus concernant les médecins et les chirurgiens ne mentionnent aucunement ce sujet important. Ceci fait contraste avec les sections concernant les notaires (R. S. Q. 3622), lesquelles sections les obligent à garder secrètes les confidences reçues professionnellement et (R. S. Q. 3608) les placent sous la sauve-garde de la loi dans l'exercice de leurs devoirs professionnels. Le Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins et Chirurgiens n'a évidemment pas le pouvoir, d'après les Statuts Refondus, de faire des règlements en dehors de ceux qui regardent les études, les examens, les titres de créance, etc., l'enregistrement des noms et les règles et règlements pour la conduite générale de la corporation.

En dehors du serment d'Hippocrate, que sa profession lui fait prêter, le médecin est tout à fait libre de révéler le secret professionnel, sauf à se rendre par son action passible de dommages.

Je me propose de démontrer comment cette responsabilité légale survient.

Il existe, du moment de la consultation, un pacte d'engagement. Ce contrat repose sur la condition tacite que le renseignement donné au médecin par le patient, et nécessaire pour permettre au premier de prescrire au second ou d'agir auprès de lui comme chirurgien, sera gardé en confidence secrète. Cette condition cesse d'exister dans certaines circonstances que je discuterai plus loin. Et le contrat existe du fait que les membres de la profession médicale se placent aux yeux du monde, par les règlements qui les gouvernent, comme des conseillers confidentiels. Il est sanctionné par l'opinion et la politique du public, qui lui donnent en fait sa principale force.

D'après notre loi, le défaut de remplir l'une des conditions d'un contrat rend celui qui est en faute responsable en dommages, d'après l'article suivant du Code . C. C. 1053) : " Toute personne en état de distinguer ce qui est bien et ce qui est mal est responsable de tout dommage causé par sa faute à quelqu'un, soit par action volontaire, imprudence, négligence ou manque d'habileté."

On remarquera que les dispositions de cette loi sont posées dans un sens très large et en termes généraux. Le médecin est responsable de tout dommage causé par imprudence, négligence ou manque d'habileté.

Vu la précision de la loi française, nous ne devons nous appuyer que sur l'interprétation générale de l'article ci-dessus, avec comme accessoire tout l'aide que la loi anglaise peut nous donner.

On trouve en Angleterre les principes généraux de la loi commune définis dans la cause célèbre, plaidée l'année dernière, de Kittson vs. Playfair. Depuis nombre d'années, aucune cause n'a soulevé autant d'intérêt parmi les médecins du monde entier, vu la position éminente du médecin en cause et les dommages énormes, \$60,000, accordés. Le docteur Playfair se trouvait, il n'y a aucun doute, placé dans une position difficile. Il avait découvert, de bonne foi selon lui, qu'une dame, alliée à sa famille par mariage, s'était rendue coupable de conduite immorale pendant l'absence de son mari. Il jugea qu'il était dans l'obligation, ou de dévoiler le secret professionnel, ou de permettre à cette

femme de s'associer intimement avec les autres membres de sa famille. Son désir de protéger sa femme et ses filles fut le plus fort, comme il arriverait, assez justement, selon moi, à nombre d'autres membres de la profession. Il lui était possible, comme il serait possible à tout autre médecin placé dans les mêmes circonstances, de garder le secret professionnel, et en même temps de protéger sa vie de famille. Tout ce qui lui était nécessaire de dire à sa femme, c'est : "J'ai des raisons de désirer que vous cessiez de recevoir cette femme et qu'elle ne fréquente plus mes filles," recommandant en même temps à sa femme d'agir avec discrétion. S'il n'eut pas été plus loin que cela, il aurait été difficile de concevoir de quelle manière la loi aurait pu l'atteindre. Malheureusement, il se laissa complètement conduire par ses sentiments personnels et dépassa les limites de la prudence et du nécessaire. Il écrivit d'abord à l'infortunée, l'informant de ses soupçons et menaçant; si elle ne quittait Londres à l'instant, de dévoiler sa conduite et de faire cesser la rente qu'elle recevait d'une autre branche de la famille. Il refusa d'accéder à ses lettres de supplication et de lui accorder une nouvelle entrevue. Enfin, non seulement il raconta en détail ses soupçons à sa femme, mais il les écrivit à un parent qui donnait une rente à cette femme, lui conseillant de la lui retirer, ce qu'il fit. Je ne vois pas comment un tribunal aurait manqué, dans ces circonstances, de condamner non seulement un médecin, mais toute autre personne, pour une semblable série d'actions. Le fait de s'être servi de renseignements obtenus sous l'obligation du secret professionnel ne rendait l'offense que plus évidente lorsqu'il s'agissait d'établir les dommages.

Au procès, le médecin se réclama d'un privilège, et non de la vérité de ses assertions. La question ne fut soulevée qu'incidemment.

Pour indiquer quelles étaient les questions en jeu, voici le verdict du Jury :

"Que le Dr Playfair croyait que les paroles étaient vraies, mais ne donna à la plaignante aucune opportunité de fournir une explication; que les paroles n'ont pas été dites simplement sous l'impulsion d'un devoir, mais pour un motif indirect."

Sur cette question, les principes généraux de la loi, en France, en Angleterre et ici, sont pratiquement les mêmes, excepté que la vieille loi française en force dans cette province et telle que formulée dans l'article 1053 du Code, cité plus haut, est beaucoup plus sévère que la loi anglaise dans l'appréciation des faits donnant lieu à des dommages.

Avant de ne discuter aucune question en particulier, j'établirai d'abord une loi générale concernant le secret professionnel.

Le médecin doit en tout temps garder le secret de son patient, sous peine d'être condamné à des dommages, excepté :

1° Quand il a été relevé de cette obligation d'une manière expresse par son patient.

2° Quand la cour lui ordonne de répondre comme témoin.

3° Quand cela est exigé par les règlements du Conseil d'Hygiène.

4° Quand la chose est nécessaire pour l'empêcher d'être considéré comme aide et fauteur d'un crime ou complice au second degré.

5° Quand un homme d'une prudence ordinaire peut de bonne foi, sans malice ni exagération, considérer que c'est son devoir envers la société et envers lui-même.

Les trois premières exceptions n'ont besoin d'aucun commentaire. Nous expliquerons la quatrième en discutant le côté criminel de la question.

La dernière exception est la plus difficile à interpréter pour le médecin; savoir s'il doit considérer de son devoir envers la société et envers lui-même de divulguer le secret de son patient, et cela sans devenir passible de dommages.

Je ne veux pas discuter la lutte qui surviendra inmanquablement entre le médecin et l'homme privé. Je ne m'occupe de la question qu'après avoir admis que le médecin est prêt à laisser de côté tout scrupule professionnel. Je sup-

pose qu'il a décidé que c'est son devoir de parler, mais qu'il hésite par crainte de dommages possibles.

Nos cours de justice prendront en considération la véracité des assertions du médecin, son devoir moral évident et majeur, sa bonne foi, son manque de malice, et le fait qu'il n'a divulgué son secret qu'en dernier ressort. Comme la chose se résume toujours à une question de "droits aux dommages," le médecin devrait être capable, en conservant dans sa mémoire ces considérations, de se rendre compte du risque qu'il court, et si la grandeur de son devoir moral et social est suffisante pour le lui faire courir.

Vous comprenez comme moi l'impossibilité, en face d'une question si difficile, de se représenter toutes les circonstances qui peuvent surgir et de dépasser la limite des principes généraux. Je discuterai cependant une ou deux des questions les plus importantes qui peuvent se présenter.

(1) *Avant le mariage.*

Prenez par exemple le cas d'un patient traité par son médecin pour une maladie virulente, et qui est sur le point de se marier malgré les protestations du médecin. Si le médecin ne connaît pas la femme, la question ne se présentera pas avec autant de force, parce qu'il sera probablement moins disposé à sortir de la voie ordinaire pour prévenir le mariage. Le fait est qu'il ne pourrait pas l'empêcher sans briser ouvertement le secret professionnel. Si la femme, cependant, fait partie du cercle immédiat de ses connaissances, il pourra trouver de nombreux moyens d'arriver au même résultat sans dévoiler le secret. Le Dr Brouardel, dans son remarquable traité sur "le Secret Médical," suggère une méthode ingénieuse. Le père de la future fiancée était un de ses amis ; il en profita pour attirer un jour son attention sur la mort d'un jeune mari qui laissait sa femme sans aucune ressource, et sur le fait qu'il n'en aurait pas été ainsi si ce jeune homme eut été possesseur d'une assurance sur la vie. Le père de la fiancée demanda immédiatement au futur mari de prendre une assurance sur sa vie, et sur son refus, inexplicable aux yeux du père, le mariage fut rompu. Je ne crois pas le médecin justifiable, dans aucun cas semblable, de violer un secret.

Supposer que la femme qui est sur le point de se marier appartient à la famille même du médecin, c'est supposer un cas extrême, mais cependant dans l'ordre du possible. Je ne crois pas, dans un cas semblable, qu'une cour de justice condamnerait le médecin pour avoir protégé son enfant jusqu'à l'extrême limite de son pouvoir, même s'il lui était nécessaire, en dernier ressort, de lui révéler la vérité entière. La responsabilité et les devoirs d'un parent sont de beaucoup au-dessus de toutes questions de devoirs professionnels, d'étiquette ou de sécurité publique.

A mesure que la parenté ou la relation avec le médecin diminue, je crois celui-ci de moins en moins justifiable de dévoiler le secret professionnel dans le but de prévenir un mariage ; si les liens étroits unissant le père et la fille n'existent plus, le médecin devra courir ses chances de l'appréciation des faits de la cause par le tribunal.

(2) *Pendant le mariage.*

Lorsqu'après le mariage les deux époux demeurent les clients du médecin, il surgit, au sujet de ce dernier, de délicates questions légales. Le secret professionnel, semble-t-il, doit être observé ici aussi strictement que l'exige chaque cas donné, mais je ne crois pas que le médecin ait raison d'être perplexe, si l'on tient en considération les relations intimes et la confiance qui existent entre mari et femme, et la possibilité éloignée que l'un ou l'autre puisse réclamer des dommages.

(3) *Les mineurs et les domestiques.*

La question du secret professionnel surgit quelquefois au sujet des mineurs et des domestiques.

Ce sont des cas où, les parents et les tuteurs d'un côté, les maîtres de l'autre, demandent des renseignements sur la maladie du patient, et auxquels le médecin sera porté à répondre.

Il n'y a aucun doute que si la maladie est contagieuse, le devoir du médecin est d'en déclarer la nature. Ceci rentre dans l'exception concernant les règlements du Conseil d'Hygiène. Mais il devra hésiter beaucoup à le faire si la maladie n'est pas contagieuse et si elle est de mauvaise nature.

L'argument donné par les auteurs qui discutent la question, c'est que celui qui paie pour les services que le médecin rend à une autre personne, s'il est mineur ou domestique, a le droit d'être complètement renseigné. Je ne crois pas qu'aucune personne ait ce droit. Car le médecin n'obtient pas les confidences du patient parce qu'une tierce personne le paie pour ses services, mais seulement par confiance dans l'obligation qu'a le médecin de garder le secret professionnel, et pour lui faciliter l'exercice de sa profession.

Quand le médecin se trouvera en face du problème difficile de garder d'un côté le secret, et de l'autre de respecter les droits d'une personne chargée du bien-être d'un mineur, il devra juger suivant les circonstances, et se laisser guider surtout par ce qu'il considérera être le plus grand intérêt des deux parties. Il devra avant tout être prudent et ne pas causer par sa confiance de dommage au mineur, dommage dont la possibilité est très éloignée dans les cas de ce genre.

La difficulté est plus grande lorsqu'il s'agit des domestiques ou serviteurs. Le médecin doit être extrêmement prudent. S'il est appelé par le maître pour traiter une servante, et qu'il s'aperçoit que celle-ci souffre d'une maladie qu'elle ne veut pas, dans les circonstances, laisser connaître à son maître, ses associés ou le public, il ne peut pas renseigner le maître qui l'emploie sans se rendre passible d'une action en dommages, à moins qu'il n'y ait un danger de contagion impossible à faire disparaître en éloignant immédiatement la servante.

(4) *Poursuite pour les services professionnels rendus.*

On discute aussi dans les auteurs la question de savoir si le médecin peut poursuivre pour ses honoraires lorsque, en le faisant, il doit divulguer des renseignements professionnels de nature à nuire au caractère du défendeur. On a soutenu dans cette province qu'un médecin n'a pas le droit de publier sur le compte des services qu'il a rendus la nature de la maladie dont il réclame le prix de traitement, quand cette publication est de nature à faire tort à son débiteur. (5 Q. L. R., p. 267).

Je suis peu enclin à partager sur ce point l'avis de quelques écrivains médicaux qui paraissent être d'opinion que le médecin, dans ces circonstances, doit sacrifier ses honoraires. Il n'y a certainement d'après notre système aucune nécessité pour lui à le faire. Il peut prendre son action simplement pour services professionnels rendus. (Dareau, *Traité des Injures*, T. T., p. 87). Si l'action est contestée, il n'a pas besoin dans son témoignage de ne rien affirmer en dehors du fait qu'il a rendu des services professionnels à certaines dates, pour une certaine période de temps, et que ces services avaient telle valeur déterminée. Il faut laisser le soin au défendeur lui-même de mentionner ou de faire dire, s'il le désire, la nature de ces services, ce qui fait alors entrer la question dans l'une des exceptions citées plus haut. Le fait que le défendeur demande ainsi le renseignement relève le médecin de l'obligation de garder le secret. Il est peu probable que cette question soit fréquemment soulevée, parce qu'un patient qui désire cacher la nature d'une maladie fera tout en son possible pour

empêcher la chose de venir en cour. D'un autre côté, le médecin ne poursuivra pas un individu incapable de payer.

(B) *Responsabilité civile du médecin pour négligence, imprudence ou manque d'habileté.*

J'ai déjà dit que le médecin est responsable de ses fautes, de sa négligence, de son imprudence ou de son manque d'habileté. Le médecin qui agit dans la limite de son art, avec une idée consciencieuse de l'excellence de sa méthode, n'encourt aucune responsabilité. La loi fixe les degrés par lesquels on acquiert le titre de médecin, mais elle n'exerce aucun contrôle sur l'exercice de la médecine. Celui qui a obtenu les diplômes d'une faculté de médecine est regardé, aux yeux de la loi, comme ayant les capacités nécessaires. C'est ainsi que la pratique de la médecine, au point de vue scientifique, ne porte aucune responsabilité. Mais la responsabilité existe quand une faute grave ou une négligence peut être imputée aux médecins. Le chirurgien qui pratique une opération alors qu'il est en état d'ivresse est responsable des conséquences; de même s'il n'a pas fixé les bandages d'une manière convenable; de même s'il commet une erreur matérielle, dommageable ou fatale dans sa prescription, ou s'il se rend coupable de quelque autre ignorance ou négligence grave. Un médecin ne sera pas poursuivi pour le fait seul qu'il a été trompé. Il sera tenu responsable, cependant, s'il a donné une prescription inaccoutumée en escomptant son efficacité. Cependant, la cour devra distinguer soigneusement entre l'audace insouciant et empirique et la confiance d'un savant ou d'un homme de génie. Car l'expérience du passé a prouvé plusieurs fois que de tels hommes peuvent être une génération en avant de leur temps. La cour devra considérer avec soin le raisonnement et les motifs de croyance sur lesquels le médecin aura établi un traitement inconnu jusqu'ici ou peu connu de la science médicale. (Daloz, Vo. Responsabilité No. 128).

On a jugé en France, en accord avec ce principe, que l'obstétricien qui ampute sans nécessité les deux bras à un enfant afin de délivrer la mère doit être tenu responsable en dommages. (Id. No. 129).

On devra noter que le médecin, pour faire légalement une opération chirurgicale, doit être autorisé par le patient ou le parent sous l'autorité duquel il se trouve. L'opération ne doit jamais, excepté en cas d'urgence, être pratiquée sans cette autorisation. Mais il n'est pas nécessaire, et ce n'est pas la coutume, que le médecin donne au patient une connaissance complète de tous les détails techniques de l'opération. Il lui suffit de l'appeler une opération chirurgicale faite dans tel ou tel but. Le soin de faire la preuve au sujet du consentement à l'opération repose sur le médecin. (Daloz, J. G., 1891, Vo. Responsabilité-Médecine).

Le médecin n'est pas obligé de répondre à tous les appels, mais il est responsable, lorsqu'il a entrepris de traiter un individu, pour tout dommage occasionné par un refus subséquent injustifiable de sa part. Il est peu probable qu'une question de ce genre soit soulevée. (Id. 131).

(C) *Responsabilité civile du médecin concernant les conversations confidentielles.*

Le médecin peut quelquefois se trouver embarrassé par une question confidentielle sur la réputation d'un confrère. On a soutenu "qu'une affirmation faite par une personne dans le cours d'une conversation privée avec le médecin de sa famille est privilégiée, surtout s'il n'y a aucune preuve de malice. (Sinn v. Marcus, 6 R. J. O. S. C. Tait, J., 1896)." On a soutenu aussi "qu'un médecin qui exprime de bonne foi, dans un bal, à un ami qui le consulte en passant, son opinion défavorable sur un traitement secret et nouveau adopté par un confrère pour l'accouchement des femmes sans douleur, et qui cite un cas où une

femme est morte après avoir subi ce traitement, renvoyant en même temps pour les détails à un troisième médecin appelé à l'accouchement, ne peut pas être accusé de diffamation, parce que la conversation est privilégiée." Il fut aussi soutenu "qu'une lettre au sujet de cette conversation, écrite par le défendeur en réponse à une lettre du plaignant, laquelle lettre lui demandait où il avait pris son renseignement, est aussi une confidence privée et privilégiée" (DeMartigny vs Mount, 21 R. L. 461, Pagnuelo, 1891. S. C.)

Le principe suivi était qu'une diffamation, pour être punissable, doit être publique. (Nouveau Denizart, Vo. Diffamation, p. 2, No. 1). Ainsi, ce que ces deux personnes se disent en conversant de ce qu'elles pensent d'une troisième personne ne les rend pas passibles d'une diffamation, par suite de la liberté naturelle qu'ont tous les hommes de communiquer leurs pensées à ceux qu'ils croient dignes de cette confidence, excepté toujours, cependant, le secret professionnel. (Voyez aussi dans le même sens Tellier, J., S. v. D., 18 R. L. 132). L'arrêt suivant semble être en contradiction avec la ligne de conduite générale de la jurisprudence. (De Cow vs. Lyons, R. J. Q. 4, S. C. 341). Un pharmacien, questionné par un client sur la position professionnelle occupée par le plaignant, médecin, répondit qu'il avait entendu dire que ce médecin avait ponctionné une femme pour de l'hydropisie, alors qu'en réalité elle était enceinte. La Cour Supérieure décida que cette conversation était privilégiée, mais la Cour de Révision annula cette décision sur le principe qu'il n'entrait pas dans le devoir du pharmacien de donner un tel renseignement à son client, que non seulement le renseignement était faux, mais que le pharmacien était officieux en le donnant. Il n'en avait jamais vérifié la véracité, ni même essayé de le faire.

Le jugement était basé sur le principe qu'une confidence entre individus, tout en étant de bonne foi, doit être juste et impartiale, sans rien exagérer et sans y introduire des remarques déplacées ou calomnieuses. Par conséquent, si un patient demande à son médecin des renseignements sur la réputation, ou l'expérience et l'habileté d'un autre médecin dans une spécialité quelconque, le médecin devra avoir soin de ne dire que ce qui est nécessaire pour aider le patient à faire son choix, et, s'il doit entrer dans les détails, d'être raisonnablement certain de l'exactitude du renseignement qu'il fournit.

CHAPITRE IV.

RESPONSABILITÉ CRIMINELLE DU MÉDECIN.

Le médecin est sujet à de certaines responsabilités vis-à-vis la loi criminelle.

(A) *Opérations et traitement médical.*

Le gardien le plus jaloux de l'honneur de la profession est forcé d'admettre que la mort quelquefois est due à un traitement médical ou chirurgical. Il arrive inévitablement que la force et la vitalité d'un côté, l'effet physique des médicaments ou des opérations de l'autre côté, sont mal calculés, et la mort en résulte. Le texte du Code Criminel est clair sur ce point. (C. C., sec. 57). Il se lit comme suit :

"Toute personne est à l'abri d'une responsabilité criminelle qui pratique avec un soin et une habileté raisonnables toute opération chirurgicale sur n'importe quelle personne pour son bien, pourvu qu'il soit raisonnable de faire l'opération, que l'on ait égard à l'état actuel du patient, et que l'on tienne compte de toutes les circonstances du cas."

L'article 212 est applicable ici :

"Quiconque entreprend (excepté en cas d'urgence) de donner un traitement médical ou chirurgical, ou de faire toute autre action légale, de nature à mettre la vie en danger, est sous l'obligation légale de faire cet acte avec une

connaissance, une habileté et un soin raisonnables, et est responsable criminellement s'il a omis, sans excuse valable, de remplir ce devoir, lorsque la mort est causée par cette omission."

La seule accusation qu'il soit possible de porter contre un médecin d'après ces articles de la loi est celle de *manslaughter*, c'est-à-dire l'action de tuer quelqu'un sans préméditation malicieuse, ou en d'autres termes par suite d'une ignorance, d'une négligence ou d'un manque d'habileté criminels. Il y a donc, d'après le code criminel, trois points essentiels de protection pour le médecin :

1° Un soin raisonnable.

2° Une habileté et une science raisonnables.

3° Une opération raisonnable dans l'état actuel du patient, et en tenant compte de toutes les circonstances du cas.

Malgré le caractère élevé de la profession médicale en cette ville, et bien qu'une opération entreprise sans les conditions énumérées plus haut soit peu probable, il peut arriver en tout temps à un chirurgien que l'ignorance ou la malice d'une tierce personne porte contre lui l'accusation d'homicide involontaire, lorsqu'une opération a été suivie de mort. C'est par conséquent, dans toute opération dont le résultat est douteux, un excellent principe à suivre que d'appeler un médecin en consultation et de ne faire l'opération qu'avec son approbation. Cette précaution devrait être prise même par les hommes les plus en vue de la profession.

(B) *Responsabilité du médecin pour complicité criminelle au premier ou au second degré.*

Ainsi que je l'ai dit plus haut, nous trouvons que le secret professionnel existe aussi en relation avec la loi criminelle. Il ne s'agit plus ici, cependant, d'une question concernant la conscience du médecin. Je suis persuadé qu'aucune profession dans le monde n'observe avec autant de sincérité et de rigueur ses devoirs et ses règles d'étiquette que la profession médicale. Par conséquent, lorsque le médecin se trouve en face de ce qu'il considère être une obligation publique d'aider à la découverte d'un crime, il se trouve dans une position extrêmement difficile. Ceci se présente surtout en rapport avec l'avortement, l'empoisonnement ou les soins donnés au criminel après son crime. En France, le code criminel (art. 30) exige que "Toute personne qui a été témoin d'un attentat contre la sécurité publique, soit contre la vie ou la propriété, doit en donner avis au ministère." Nous n'avons pas de loi semblable.

Le médecin, toutefois est poussé à donner les renseignements concernant un crime dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa profession par deux motifs compris dans deux des exceptions données plus haut.

Le premier, c'est le désir d'éviter le danger d'être tenu comme aide ou fauteur de crime, ou complice au second degré.

Le second, c'est le désir de protéger la société contre le crime et de punir le criminel.

Notre propre loi efface toute distinction entre les auteurs principaux du premier ou du second degré, ou les promoteurs d'un crime (*accessories before the fact*) ; et toutes personnes sont considérées comme auteurs principaux ou complices, également coupables, qui : (a) commettent virtuellement le crime ; (b) font ou omettent quoi que ce soit pour en faciliter l'accomplissement ; (c) aident à l'accomplir ou assistent à son accomplissement, ou (d) en conseillent ou provoquent la commission. (Crankshaw, Cr. Cod, sec. 61 et 62).

Si par conséquent le médecin se trouve en face d'une tentative d'empoisonnement, ou de ce qu'il croit être une tentative d'empoisonnement, mais continue son traitement en essayant d'en pallier les effets, et ne fait rien pour en supprimer la cause, il se place légalement dans une position dangereuse et très peu sûre au point de vue professionnel.

Les conclusions sont à peu près les mêmes en cas d'avortement. Les membres distingués de la profession auxquels j'ai l'honneur de m'adresser, appelés en consultation, au dernier moment, pour sauver une malheureuse femme, ne se rendent pas compte du danger qu'ils courent d'après la loi criminelle. Ils agissent de bonne foi, pour sauver un être humain, mais cela au risque très grave d'être considérés, au sens stricte de la loi, comme complices dans un crime. Ils devraient toujours se rappeler qu'ils sont coupables aux yeux de la loi s'ils se trouvent le moins concernés, même lorsque c'est pour des motifs purement professionnels, et que leur oubli de prévenir les autorités soulève une présomption d'intention criminelle.

" Un complice au second degré (*accessory after the fact*) dans une offense, c'est celui qui reçoit, encourage ou aide toute personne qui a été partie dans cette offense, afin de lui permettre de se sauver, et sachant qu'elle a été partie dans la dite offense " (Code Cr, sec. 63). Ces complices ne sont pas considérés comme auteurs principaux, et subissent leur procès séparément.

On ne devient pas complice au second degré en négligeant simplement de prévenir les autorités qu'un crime a été commis ou en s'abstenant d'arrêter le coupable. (1 Hale, P. C., 618, 619). Le critérium d'un complice au second degré semble résider dans le fait qu'il aide personnellement et d'une manière active le principal auteur à échapper à la punition, comme par exemple, en lui fournissant de l'argent et de la nourriture pour lui permettre de se cacher, ou un cheval pour lui permettre de fuir ceux qui le poursuivent, ou une maison ou autre refuge pour se mettre à l'abri, ou encore en le protégeant par force ouverte ou violence. (1 Bishop, New Cr. L. Com., p. 422 : 4 Bl. Com. 38).

Il est évident par conséquent qu'un médecin n'est aucunement menacé d'une accusation criminelle pour panser les plaies d'un meurtrier, ou le recevoir et le traiter dans un hôpital et en même temps garder le silence. Il n'est pas responsable non plus s'il assiste et soigne une femme souffrant des suites d'un avortement *déjà accompli*, ou encore un individu ayant tenté de se suicider. Il devra avoir grand soin, cependant, de ne rien faire qui tende à protéger ou cacher le coupable, ou à dérouter les efforts des officiers de justice chargés de l'arrêter. Il devra, quand il en sera requis, leur donner tous les renseignements qui peuvent leur être utiles.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail, je crois, de discuter la question de savoir si le médecin doit donner les renseignements, concernant les crimes ou tentatives de crime, qu'il a obtenus dans l'exercice de sa profession, lorsque sa position vis-à-vis la loi criminelle est sûre, et sa réputation professionnelle à l'abri. Ceci n'est pas seulement une question d'étiquette médicale, mais encore de morale; elle n'entre pas dans le domaine d'une discussion légale. Les juristes médicaux discutent la question pour et contre, très au long, et diffèrent considérablement d'opinion. Ils font même des distinctions subtiles. Par exemple, Trébuchet, dans sa "Jurisprudence de la Médecine," croit qu'en cas d'avortement le médecin doit garder le silence si c'est évidemment la première offense, et si la révélation doit ruiner une famille honorable; mais qu'il doit révéler le crime s'il est commis sur une femme de mauvaise réputation par des gens qui en font une pratique habituelle. D'un autre côté le juge Hawkins, dans son réquisitoire dans la cause de Kitson vs. Playfair, considère que dans l'un ou l'autre cas c'est *monstrueux* de donner des renseignements, pourvu que le médecin personnellement ne court aucun risque en gardant le silence. Les médecins cependant devront, sur cette question, prendre en sérieuse considération jusqu'à quel point, par leur silence, ils rendront ce crime plus fréquent et plus facile à accomplir.

La même remarque s'applique aux cas où le médecin possède des renseignements précieux pour les autorités lorsque celles-ci sont à la recherche de l'auteur d'un crime lâche. Les auteurs s'accordent tous, avec raison, pour considérer